# Nouvelles locales du jeudi 16 juillet 2015

@rib News, 16/07/2015 Ï Politique - L'appel Ã la constitution d'un Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de Droit au Burundi a reÃ§u un accueil favorable chez toutes les forces politiques et citoyennes contestataires du troisiÃ¨me mandat de Nkurunziza. Elle porte dÃ©jÃ les signatures de presque tous les principaux partis et coalitions qui ne sont pas dans le giron du CNDD-FDD, celles dâ€™Hussein Radjabu et des frondeurs, celles des organisations de la sociÃ©tÃ© civileÃ et celle du GÃ©nÃ©ral Major Godefroid Niyombare au nom de ses collÃ¨gues. Les organisateurs de cette initiative espÃ¨rent que diffÃ©rents partenaires soutiendront cette dÃ©marche pour la rÃ©union fondatrice du Conseil au siÃ¨ge de l'Union Africaine Ã Addis-Abeba et que la facilitation des nÃ©gociations inter burundaises tiendra compte de cette nouvelle donne.

- Lâ€™APRODH trouve que les Ã©lections doivent Ãªtre rÃ©organisÃ©es pour permettre une participation inclusive de tous le acteurs qui le dÃ©sirent. Selon le prÃ©sident de cette association de la sociÃ©tÃ© civile qui a rÃ©pondu prÃ©sent au dialogue sous les auspices de Museveni, câ€™est le seul moyen de sauver ce dialogue menacÃ© par les uns et les autres parmi les protagonistes. Pierre Claver Mbonimpa demande que toutes les questions soient Ã©tudiÃ©es afin quâ€™une solution durable y soit apportÃ©e dans lâ€™intÃ©rÃªt du pays. Il fait savoir aussi que la question du 3Ã¨me mandat du prÃ©sident Nkurunziza es contre la constitution et les accords dâ€™Arusha. - Selon une organisation de la sociÃ©tÃ© civile ONELOP, le dialogue entre Burundais doit continuer et porter sur lâ€™opportunitÃ© dâ€™un gouvernement dâ€™union nationale sans pour autant porter prÃ©judice aux les Ã©lections. Le prÃ©sident de cette association, la question du Burundi va bientÃ´t trouver une solution si du moins ce dialogue continue. Gilbert BÃ©caud Njangwa affirme quâ€™il soutient un gouvernement dâ€™union nationale diri par Pierre Nkurunziza et se dit contre un gouvernement de transition. Il soutient aussi le fait que le calendrier Ã©lectoral doit rester inchangÃ©. Ï Justice - Deux mois aprÃ¨s leur arrestation, les militaires et policiers impliquÃ©s dans la tentative de putsch manquÃ© du 13 mai dernier nâ€™ont pas encore comparu devant un juge pour la confirmation de leur dÃ©tention prÃ©ventive. Les textes sont pourtant clairsÂ : cette confirmation doit avoir lieu 15 jours aprÃ¨s l'arrestation. Les avocats chargÃ©s de leur dÃ©fense parlent dâ€™une violation de la loi et des procÃ©dures pÃ©nales. Mais ils prÃ©fÃ¨rent se taire pou simple raisonÂ : selon eux, les juges dÃ©pendent de lâ€™exÃ©cutif et ils ne font que prononcer des dÃ©cisions prises ailleurs surtout dans une affaire aussi dÃ©licate. Cela sort dâ€™un entretien avec MaÃ®tre OnÃ©sime Kabayabaya, lâ€™un des avoca GÃ©nÃ©ral Cyrille Ndayirukiye et du colonel Kazungu. Ï SÃ©curitÃ© - Dans la nuit de ce mercredi 16 juillet, Ã Bukinanyana province de Cibitoke, 8 hommes armÃ©s ont Ã©tÃ© tuÃ©s par des militaires. Dâ€™aprÃ¨s le colonel Gaspard Baratuza, porte parole de lâ€™armÃ©e burundaise, ces hommes sont tombÃ©s dans un piÃ¨ge tendu par des militaires alors quâ€™ils sortaien la Kibira. Et dans les Ã©changes de tirs, prÃ©cise-t-il, un militaire a Ã©tÃ© blessÃ©, tandis que sept fusils ont Ã©tÃ© rÃ©cupÃ lâ€™armÃ©e. Le porte-parole de lâ€™armÃ©e affirme que la population avait donnÃ© des informations sur la prÃ©sence dâ€™ armÃ©s dans la localitÃ© de Karuhura. La situation est pour le moment calme, mais les forces de lâ€™ordre restent aux aguet pour neutraliser toute tentative de dÃ©stabilisation, dÃ©clare-t-il, appelant la population Ã collaborer avec les forces de lâ€™ordre.